

LETTRE OUVERTE

18 novembre 2013



Association Sans But Lucratif
Not for Profit organisation

Cher membre du Parlement européen,
Rapporteurs sur la proposition de réglementation pour un Contrôle technique périodique des véhicules à moteur et de leurs remorques.

Comme vous le savez, un projet controversé concernant l'harmonisation des contrôles techniques périodiques pour tous les véhicules est actuellement en "phase trilogie". L'intégration des deux-roues motorisés (DRM) dans le cadre de cette proposition fait partie des aspects les plus controversés de ce projet dans la mesure où elle n'est fondée sur aucune autre donnée que celle provenant de l'industrie des centres de contrôle technique qui voit en cette mesure un nouveau marché de plusieurs milliards d'euros par an*.

Bien que la proposition de la Commission visant à inclure deux-roues motorisés dans le règlement ait été rejetée par le Conseil des États membres, puis par la Commission Marché intérieur du Parlement (IMCO), et enfin par le Comité des transports (TRAN), lequel a demandé à la Commission, au titre d'un compromis, de lui fournir des données plus fiables, la plénière du Parlement a choisi, de façon tout à fait surprenante, de ne pas suivre les recommandations de sa commission des transports et a renversé son compromis par une très faible majorité.

Maintenant, le Conseil et le Parlement doivent parvenir à un accord et la FEMA (Fédération des associations européennes de motocyclistes) veut profiter de cette dernière occasion avant les prochaines élections européennes, pour exprimer les préoccupations des citoyens en ce qui concerne le processus décisionnel communautaire.

Les décisions prises uniquement sur la base de statistiques erronées et de principes théoriques bien loin de la réalité sociale et économique des citoyens européens en ces temps de crise financière, contribuent à creuser davantage le fossé qui existe entre les institutions européennes et les citoyens, et à faire le lit de l'euro-scepticisme et du nationalisme.

En conséquence, nous, les représentants de la communauté des motocyclistes européens, et citoyens de l'Union européenne, appelons une dernière fois les membres du Parlement européen, en particulier, les rapporteurs en charge de la négociation avec le Conseil - Werner Kuhn (PPE/Allemagne), ȚICĂU Silvia-Adriana (S&D/Roumanie), BENNION Phil (ADLE/UK), DURANT Isabelle (Verts/ Belgique), ROSBACH Anna (ECR/Danemark), RUBIKS Alfreds (EU/ Lettonie) - à reconsidérer les chiffres et les faits à l'origine de la proposition, et à réfléchir à deux fois sur l'impact politique, social et économique d'une décision controversée du Parlement.

Tout autre résultat que le retour au compromis adopté en commission transports enverrait un message très négatif aux citoyens européens, en particulier aux 40 millions d'utilisateurs de deux-roues motorisés et à leur entourage.

Vous souhaitant des discussions fructueuses,
Nous restons à votre entière disposition,

Cordialement,

Frédéric Jeorge - Président, Fédération Européenne des Associations de Motocyclistes (FEMA)

* De nombreuses autres données fournissant une vue plus large et plus objective de cette question peuvent être trouvées ici : <http://www.ffmc.asso.fr/zsxedc/controletechniques-etudesalternatives-FEMA2013-09-25.pdf>